

# Varsovie veut se retirer du traité européen sur les violences aux femmes

Monday 27 July 2020, by [Courrier International](#) (Date first published: 26 July 2020).

**La Pologne prendra des mesures la semaine prochaine pour sortir de la Convention d'Istanbul, a déclaré samedi le ministre de la Justice. Selon le gouvernement de droite, ce traité viole les droits des parents en exigeant des écoles qu'elles enseignent aux enfants la notion de genre.**

Le gouvernement conservateur nationaliste polonais veut quitter le traité européen sur les violences faites aux femmes. Le ministre de la Justice, Zbigniew Ziobro a déclaré, lors d'une conférence de presse samedi 25 juillet, que son ministère allait demander lundi au ministère des Familles d'entamer la procédure de retrait, [rapporte Polish Press Agency](#).

Ce texte, connu sous le nom de Convention d'Istanbul, "*contient des éléments de nature idéologique*" et induit "*la construction du soi-disant genre socioculturel en opposition au sexe biologique*", a fait valoir le ministre. Ce que, selon lui, la Pologne n'accepte pas et considère comme nuisible, explique l'agence de presse.

M. Ziobro a par ailleurs argué que la loi polonaise offrait déjà une protection suffisante aux femmes contre les violences domestiques. "*Certains experts affirment même que dans les réglementations individuelles, elle (la loi polonaise) va au-delà (des) exigences*" de la Convention d'Istanbul, a-t-il ajouté.

La veille, "*craignant que le gouvernement ne cherche à porter atteinte aux droits des femmes*", des milliers de personnes, "*pour la plupart des femmes*", avaient manifesté "*dans toute la Pologne*", [raconte la radio allemande Deutsche Welle](#), qui rappelle que le pays a "*par le passé*" essuyé "*des critiques*" en la matière, "*notamment de la part d'Amnesty International*". "*Lutte contre le virus, pas contre les femmes*", scandait le cortège à Varsovie.

## Le cadre juridique "le plus complet"

Le traité est le texte le plus avancé en matière de protection des femmes contre les violences, [explique, depuis le Royaume-Uni, The Independent](#) :

"La Convention d'Istanbul est le cadre juridique le plus complet qui existe pour lutter contre les violences à l'égard des femmes et des jeunes filles. Elle couvre les violences domestiques, le viol, les agressions sexuelles, les mutilations génitales féminines, les violences dites d'honneur et le mariage forcé."

Le traité a été signé par 45 pays et l'UE, et ratifié par 34 pays, [retrace l'édition Europe de Politico](#). Varsovie l'a signé en 2012, et le gouvernement centriste de l'époque l'a ratifié en 2015. La Pologne "*est le seul pays du groupe dit de Visegrad à (l')avoir ratifié*", note *Deutsche Welle*, "*même si la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie l'ont signé en 2011, comme la plupart des autres*

*États européens.”*

Depuis son arrivée au pouvoir, plus tard en 2015, le parti ultra-conservateur Droit et Justice (PiS), “se plaignait” de la Convention d’Istanbul, [peut-on lire sur le site de la chaîne qatarie Al-Jazeera](#).

L’an dernier, le gouvernement polonais avait été contraint de faire machine arrière après le tollé provoqué par un projet de loi “*visant à redéfinir la définition de la violence domestique afin qu’elle ne s’applique que si un conjoint avait été battu plus d’une fois*”, se souvient *The Independent*. Avec la réélection du président Andrzej Duda, soutenu par le PiS, à l’issue d’une “*rude*” bataille au début du mois, les activistes polonais redoutent des “*temps sombres*” à venir dans le pays. “*Les militants*”, relate l’article, “*ont exprimé de sérieuses inquiétudes quant au fait que (sa) victoire pourrait raviver les attaques existantes contre les droits des femmes et les droits des LGBT+ en Pologne.*”

---

## **Courrier International**

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

---

## **P.S.**

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/pologne-varsovie-veut-se-retirer-du-traite-europeen-sur-les-violences-aux-femmes>